



Déclaration d'intention

EN 1990

250 personnalités dont des Résistant·e·s, faisant le constat de la montée en puissance du Front National, ont lancé un appel à la contre-offensive qui a donné naissance au réseau Ras l'Front devenu Réseau de Lutte contre le Fascisme qui compta jusqu'à 155 comités partout en France à la fin des années 1990.

Fort de ses nombreux comités actifs, pendant plus d'une décennie le R.L.F a édité un journal de débat, d'analyse et d'information et de nombreuses actions de contre-offensive face à l'extrême-droite et au Front National en particulier.

RÉFLEXION - DÉBAT - ACTION

AUJOURD'HUI

Nous, individu-e-s regroupé-e-s au sein du comité R.L.F de Grenoble nous nous revendiquons de l'héritage du R.L.F. Nous constatons par ailleurs une recomposition de l'extrême-droite et du paysage politique français marquée notamment par la banalisation des idées fascistes et réactionnaires avec la complicité des médias détenus par les milliardaires et l'application de politique raciste par les gouvernements successifs. Nous souhaitons aujourd'hui participer au combat antifasciste en contribuant à la construction de ripostes larges et unitaires. Avec les minorités, les travailleuse-s, les habitantes des quartiers populaires et d'immigrations, les migrant-e-s.



En mars 1997, alors que le FN s'est installé à la mairie, un militant de Ras l'Front est contrôlé par la police parce qu'il lisait le journal éponyme de son association. Par protestation, des militants associatifs vitrollais se sont réunis devant la mairie avec cette publication en main.

CONTRE LE FASCISME,**Ras l'front**

Nous inscrivons la lutte contre le fascisme dans le cadre des luttes antiracistes, anticapitalistes et antisexistes.

Il n'est plus question aujourd'hui de la montée en puissance d'un parti fasciste et raciste (le FN) mais de l'installation durable de ce parti et de ses alliés dans le paysage politique et le débat public. Depuis 2002, le F.N devenu R.N, multiplie les scores élevés et les victoires électorales et impose ses thèmes dans le débat public (sécurité, immigration, etc). De nouveaux partis (Reconquête) apparaissent, s'installent et tentent des percées électorales. Les groupuscules les plus violents (ex-Génération Identitaire, G.U.D, Action Française, etc) tentent de se renouveler mais n'en demeurent pas moins des milices violentes, armées et décidées à imposer leur projet fasciste. Ces avancées des idées d'extrême-droite sont faites de nos reculs : le droit d'asile est bafoué, l'histoire est révisée avec la réhabilitation de Pétain, des droits fondamentaux comme le droit à l'avortement sont remis en cause, les violences fascistes sont minimisées ou passées sous silence (l'assassinat du rugbyman argentin Federico Martin Aramburu, l'action de S.O.S Racismes lors du meeting de Zemmour, les différentes attaques contre des meetings ou des militant·es

politique, etc), les violences policières qui s'attaquent principalement aux personnes racisé-e-s et aux mouvements sociaux, en pleine crise sanitaire et climatique inédite et majeure le pseudo-concept de Grand Remplacement occupe tous les discours.

NOUS AFFIRMONS

Comme en 1990, il nous semble essentiel pour commencer, d'avoir le simple courage de nommer les choses et les gens car pour nous le vote d'extrême-droite n'est pas qu'un simple vote de désespérance ou de protestation.

Nous affirmons qu'un vote d'extrême-droite est un vote raciste.

Nous affirmons qu'aucune dédiabolisation ne peut cacher le vrai visage de l'extrême-droite qui est et demeure raciste, antisémite, colonialiste, sexiste, violente, autoritaire et bourgeoise. Nous serons là pour la démasquer.

Nous affirmons qu'une large part des idées de l'extrême-droite est aujourd'hui portée par une partie majoritaire de la droite dite républicaine et du centre.

RACISME STRUCTUREL

L'État français est porteur d'un projet politique, économique et social néolibéral imposé de manière violente et autoritaire. Ce même État porte en lui un racisme ancré dans son histoire colonialiste et impérialiste. Il couvre et légitime les violences policières et les crimes qui en découlent. État enfin, à la tête duquel se succèdent des hommes accusés de violences sexistes et sexuelles qui ne sont jamais inquiétés. Cet État n'est pas fasciste mais nous affirmons qu'il porte en lui les germes à même de faire émerger un système fasciste, totalitaire et violent. Il est en processus de fascisation.

LE COMBAT ANTIFASCISTE

Il ne sera pas gagné par la recherche d'un consensus avec une droite alliée de l'extrême-droite et une gauche de gouvernement qui a trahi par cynisme et opportunisme. Ce combat ne peut être gagné que par l'affirmation sans compromis de nos propres valeurs de liberté, d'égalité et de solidarité. Il le sera par la mobilisation de ceux et de celles qui sont résolus à stopper l'extrême-droite à tout prix, par tous les moyens, à tous les niveaux et de manière permanente.

Nous livrerons la bataille sur tous les terrains : culture, information, mobilisations, actions, manifestations, ... Il nous faut bâtir partout des fronts de lutte et de résistance dans des cadres unitaires partout où cela est possible.

Le temps de la résistance et de la contre-offensive est venu. Les seuls combats perdus d'avance sont ceux que nous n'aurons pas menés.

Grenoble, juin 2022.



Plus d'infos : <https://rlf38.org>
Comité de Voiron :
rlfvoiron38@no-log.org
Comité Grésivaudan :
rlf.gresivaudan@laposte.net
Comité de Grenoble :
reseaudeluttecontrelefascismegrenoble@riseup.net